



Agence Française
de Développement
Appui à la Gestion des
Connaissances (AGC)
Direction de la Stratégie
Département de la Recherche
5, rue Roland Barthes
75012 Paris / France
www.afd.fr

kaléidoscope

Dans ce numéro

DEFIS MONDIAUX

- Eau
- Education

GEOGRAPHIES

- Afrique australe
- Post-crise

ORGANISATIONS

- Partenariats Public-Privé
- CNUCED

DEBATS SUR L'AIDE ■ Le développement est-il un droit ? ■ Challenges in Evaluating Development Effectiveness
■ Club de convergence et équilibres multiples : comment les économies émergentes ont-elles réussi à échapper au piège du sous-développement ?

A NE PAS MANQUER ■ La présidence des Etats-Unis ■ Vers un nouveau partenariat entre la France et l'Asie centrale : Kazakhstan, Kirghizistan, Ouzbékistan, Tadjikistan, Turkménistan ■ Livre vert sur les partenariats public-privé et le droit communautaire des marchés publics et concessions

Editorial

Immigration et marché de l'emploi

Bruxelles . 3 juin 2003

COM UE (2003) 336 final

Immigration et emploi dans les pays d'accueil

Dans un rapport datant de 2003, la commission de l'UE faisait déjà état d'études réalisées dans le monde, notamment par l'OIT, le FMI et l'OCDE, confirmant que l'immigration a une incidence économique réelle sur l'emploi et la croissance dans les pays d'accueil. Elle augmente, ainsi, l'offre de main-d'œuvre et permet de faire face aux pénuries. Elle tend à influencer positivement sur la demande de produits et donc sur la demande de main-d'œuvre. On admet désormais que la grande vague d'immigration a été l'un des facteurs à l'origine de la période de prospérité qu'ont connue les Etats-Unis dans les années 90. Il est, *a contrario*, admis que la stagnation de l'économie japonaise, durant ces mêmes années, est due en partie au déclin de la population en âge de travailler.

Si, en termes d'offres d'emploi, rien ne permet de démontrer que l'immigration a entraîné un accroissement du chômage, à court terme, l'immigration est susceptible de favoriser l'emploi en augmentant la flexibilité des marchés du travail. Dans l'Union européenne, les compétences et qualifications des immigrés peuvent se révéler complémentaires de celles de

ses propres ressortissants. Cela n'exclut toutefois pas que certains groupes ou secteurs subissent des effets négatifs. Les effets indésirables atteignent essentiellement les ouvriers dans l'industrie et les travailleurs non qualifiés dans les services.

Europe et immigration qualifiée à l'horizon 2030

Avec le vieillissement démographique de l'UE, la population en âge de travailler annonce un recul d'environ 23 millions de personnes à l'horizon 2030. L'immigration contribue, à court terme, à réduire les pénuries de main-d'œuvre dans certains secteurs d'activité ; à moyen terme, des besoins pourraient apparaître à tous les niveaux, qu'il s'agisse d'emplois très qualifiés ou non. D'après le rapport, il faudra donc attirer et recruter les migrants " idoines " pour que la main-d'œuvre de l'Union européenne puisse maintenir la productivité et la croissance économique dans l'Union. L'immigration pourrait alors jouer un rôle dans la correction des déséquilibres du marché de l'emploi si les immigrants possèdent les qualifications appropriées.

Défis mondiaux

Eau

L'ouvrage

La coopération sur la gestion des cours d'eau internationaux en Asie

Richard, V. , 2005, 460 p. - Cote ZSE.043

Cet ouvrage se propose d'étudier la façon dont a été instaurée une coopération pour gérer les cours d'eau internationaux dans trois grands bassins asiatiques, ceux de la mer d'Aral, du Gange-Brahmapoutre et du Mékong. Au travers de l'étude de cas, émergent les facteurs favorables et les freins qui subsistent à l'établissement d'une gestion conjointe, qui croisent et se nourrissent de phénomènes plus transversaux : décolonisation, essor du développement durable, effondrement du bloc de l'Est, mondialisation, bonne gouvernance, privatisation croissante... La mise en perspective des choix effectués dans différents bassins permet - au-delà des circonstances et caractéristiques propres à chacun d'eux - de tirer des leçons plus générales sur la construction, le fonctionnement et les limites des régimes juridiques de coopération mis en place, en termes de promotion d'une gestion concertée et durable. Au croisement du droit international de l'environnement, du droit du développement et économique, des droits de l'homme aussi, la mise en perspective permet de dessiner les contours du rôle que peut et doit jouer le droit dans la mise en place d'une gestion intégrée des ressources en eau partagées.

Le rapport web

Rapport mondial sur la mise en valeur des ressources en eau

NATIONS UNIES, 2006, 601 p.

Ce deuxième rapport des Nations unies offre un panorama mondial et actuel de l'état et des utilisations de l'eau douce, des problèmes aigus liés à cette ressource et des mécanismes adoptés par les communautés pour tenter d'y remédier. Compilé à partir d'analyses conduites par des

spécialistes, comprenant de nombreuses études de cas ainsi que des centaines de schémas et autres éléments graphiques, ce rapport est l'initiative d'évaluation des ressources en eau la plus complète à ce jour. Elle permettra d'établir le suivi des évolutions constatées au niveau de la ressource, de sa gestion et des objectifs de développement, notamment en ce qui concerne les Objectifs du Millénaire.

L'article

Dossier eau

Marchés Tropicaux, n° 3146, 2006, pp. 7-13

L'hebdomadaire consacre un dossier à l'eau, à l'occasion du IVème Forum mondial qui s'est tenu à Mexico. L'Afrique était très présente à l'ordre du jour de cette manifestation et il est à noter que, pour une fois, ce continent a su porter d'une seule voix ses revendications et ses spécificités. Selon les conclusions du Forum, les élus locaux seraient les plus aptes à gérer la ressource, s'ils sont à la fois épaulés par l'Etat et surveillés par la population (de préférence les femmes). Mais il n'est pas évident pour eux de le faire en toute connaissance de cause, et d'en saisir tous les enjeux. De façon générale les bailleurs s'entendent autour des grands objectifs de la bataille pour l'eau. L'AFD estime qu'une des meilleures solutions passe par la décentralisation. La BAD prône une politique de gestion intégrée des ressources. La FAO milite en faveur de l'irrigation tandis que la Banque mondiale est très critiquée car elle est perçue comme favorisant avant tout les grands projets.

► Vient de paraître :

SMETS, Henri (2006), *Le droit à l'eau dans les législations nationales*, Notes et Documents, n° 27, AFD, Paris

Défis mondiaux

Education

L'ouvrage

Voyage au pays de la formation des adultes : dynamiques identitaires et trajectoires sociales

Charlier, B. ; Nizet, J. ; Van Dam, D. - 2006, 189 p. -

Cote H4.271

Les auteurs de l'ouvrage explorent les formations d'adultes sous deux angles. D'abord les formations du point de vue des étudiants et les projets que ceux-ci poursuivent, les obstacles qu'ils rencontrent, les bénéfices qu'ils y trouvent, au plan professionnel et personnel. Cet ouvrage fait le lien entre l'expérience de formation et ce que l'on peut appeler la dynamique identitaire des sujets. Il aborde ensuite les formations sous un angle plus collectif, en s'intéressant aux trajectoires sociales des étudiants et en situant celles-ci dans leurs contextes sociaux et économiques. Rédigé par trois guides formateurs d'adultes mais aussi chercheurs en psychologie, pédagogie et sociologie, cet ouvrage invite le lecteur à découvrir des aspects complexes et peu explorés de la formation des adultes, en visitant des institutions de formation dans différents pays francophones. Ces analyses débouchent sur des recommandations qui s'adressent aux acteurs ayant en charge les formations d'adultes ou encore aux responsables politiques.

Le rapport web

Education pour tous en Afrique 2006 : repères pour l'action

UNESCO BREDA - 2005, 280 p.

Ce rapport, tout en faisant le bilan des années écoulées depuis le forum mondial de Dakar en 2000, aborde les points suivants : la place de l'éducation sur l'agenda international s'est-elle maintenue ? Les arguments et la conviction autour des objectifs d'Education Pour Tous (EPT), ont-ils été modifiés, renforcés ? Les dernières données disponibles permettent-elles de mesurer les progrès accomplis sur le continent africain ? Où en est-on notamment par rapport à l'atteinte de l'objectif du millénaire de scolarisation primaire universelle ? Quels ont été les choix de politique ? Où sont les points de progrès, où subsistent les faiblesses ? Quelles sont les marges de manœuvre ? Quelles sont les

L'AGENDA

- 8-10 juin 2006 - Conférence internationale sur la science hydrologique appliquée à la gestion des ressources en eau dans les pays en développement, Univ. Zhongshan, Guangzhou, Chine
- 13-16 juin 2006 - 6ème conférence mondiale de l'hydrogène Energie, Association française de l'hydrogène, Lyon, France
- 14-17 juin 2006 - Forum international des technologies environnementales et du développement durable, Casablanca, Maroc
- 15-17 juin 2006 - Salon des Energies renouvelables, ADEME, Paris, France
- 26-30 juin 2006 - Symposium international de l'eau « L'eau et la ville », UNESCO, Cannes, France

pistes pour une meilleure efficacité et pour toujours plus de solidarité ? Ce rapport s'appuie sur un large éventail de sources : données administratives et scolaires nationales collectées par l'institut de statistiques de l'UNESCO. Il fournit des informations, outils méthodologiques et analyses pour aider à la décision en matière d'éducation.

L'article

Réforme de l'éducation : le cas de la Chine

Article disponible en pdf sur la base SCHERZO, fiche n°00019301, Arnove, R., 2005, 8 p.

Selon l'auteur, en Chine, bien que le monde politique reste encore aux commandes, les forces du marché jouent un rôle de plus en plus important pour définir et mettre en œuvre les aspects majeurs de la politique d'éducation. Il note que des changements importants ont été entrepris dans ce domaine. Ces changements visent à décentraliser l'autorité et le financement de l'éducation pour permettre la création d'écoles privées à tous les niveaux du système éducatif. Ainsi, les systèmes économiques et éducatifs chinois pourraient bien générer les iniquités évidentes qui existent en Inde. Partout dans le monde une décentralisation du financement de l'éducation a conduit à observer une plus grande inégalité dans l'accès à l'éducation et dans l'achèvement des études. En Chine, ces écarts sont liés à des disparités de prospérité entre différentes régions et localités. L'auteur affirme que la globalisation et l'introduction du programme néolibéral n'ont affaibli ni la souveraineté nationale ni le gouvernement central. Ce dernier reste très fort et continue à jouer un rôle important en mobilisant le marché, la famille, le secteur non marchand et les individus.

Géographies

Afrique australe

L'ouvrage

Afflictions : l'Afrique du Sud, de l'apartheid au sida
Fassin, D., 2004, 304 p. - Cote ZAA.009

D'une affliction à l'autre. Les années 1990 ont été, en Afrique du Sud, celles de la sortie de l'apartheid : transition pacifique, premières élections libres, processus de réconciliation nationale se sont succédé à un rythme rapide. Elles ont été, également, celles de l'expansion du sida : de moins de 1% au début de la décennie, les taux de séroprévalence sont passés à plus de 20 % à la fin de celle-ci, faisant de ce pays le plus gravement affecté dans le monde avec cinq millions de séropositifs : cette situation sans précédent a fait l'objet d'une controverse inédite, sur les causes de l'épidémie et sur les effets des médicaments, qui a profondément divisé la société sud-africaine et ébranlé ses jeunes structures politiques. Comprendre la crise épidémiologique que connaît aujourd'hui l'Afrique du Sud et le drame social auquel elle donne lieu suppose de penser les événements à la lumière d'une histoire qui fournit à la fois les conditions objectives de la progression de l'infection et la trame narrative à partir de laquelle les acteurs l'interprètent. Contre les lectures oubliées de l'héritage de la domination coloniale puis de l'apartheid, il s'agit donc de rappeler cette présence du passé dans les inégalités de distribution de la maladie et dans les arguments échangés au cours de la polémique, dans l'expérience quotidienne des habitants des townships comme dans la mémoire affleurant sans cesse dans l'espace public.

Le rapport web

Tanzanie
OCDE, 2006, 898 p.

Depuis l'adoption par le Gouvernement tanzanien d'un document stratégique de réduction de la pauvreté (DSRP) en 2000, l'aide au développement a principalement été

affectée à la mise en œuvre de cette stratégie. Ainsi, 14 agences de développement ont contribué au financement du DSRP sous forme de soutien budgétaire. Les actions sont désormais concentrées sur le renforcement des liens entre les DSRP et le budget du pays, l'alignement des processus de réforme, l'adoption d'un cadre commun d'évaluation des performances. Parallèlement, des efforts sont faits en direction de l'harmonisation grâce à la Stratégie d'aide de la Tanzanie (SAT) qui comprend un secrétariat donneurs-gouvernement et un groupe d'harmonisation coordonné par le Ministre des finances.

L'article

L'industrie sucrière au Mozambique
Article disponible en pdf sur la base SCHERZO, fiche n° 00019366, MINEFI, 2006, 5 p.

Il existe six sucreries au Mozambique dont quatre ont été créées au début du XXème siècle. Lors de l'indépendance en 1975, toutes ces sucreries ont été nationalisées. Pendant la longue guerre civile qui a suivi, l'industrie sucrière mozambicaine a périclité et plusieurs unités ont dû cesser leur activité. Avec le retour de la paix en 1992, et la volonté des autorités de privatiser un certain nombre d'activités économiques, la réhabilitation de l'industrie sucrière a pu démarrer à la fin des années 90. Bénéficiant de trois marchés préférentiels pour l'exportation de son sucre, le Mozambique s'inquiète de la réforme du protocole sucrier annoncée par Bruxelles qui préconise une réduction drastique du prix d'achat du sucre sur le marché européen.

Géographies

Post-crise

L'ouvrage

Ils nous avaient promis la paix : opérations de l'ONU et populations locales

Pouligny, B. - 2004, 356 p. - Cote R3.141

Phnom Penh, Mogadiscio, Maputo, Sarajevo, Port-au-Prince, Freetown... autant de noms de capitales où les casques bleus de l'ONU ont débarqué un jour avec les promesses d'une paix à venir. Au-delà du sensationnel, on ne sait rien de la façon dont leur présence est vécue par les populations locales, trop souvent présentées comme des « récipiendaires passifs » des largesses de la communauté internationale, ou comme des « obstacles potentiels » au bon déroulement de l'opération de paix. Cet ouvrage vient combler ce manque en proposant une autre image des missions de l'ONU : celle que nous offrent les populations elles-mêmes. Après plus de quinze ans de terrain et d'enquêtes menées dans différentes régions du monde, Béatrice Pouligny montre que ce qui « se joue dans le quotidien » des missions est souvent aussi important que ce qui « se produit au centre » des négociations politiques, au Conseil de sécurité de l'ONU ou encore devant un tribunal pénal international. En se rapprochant du vécu des habitants de mondes en guerre, l'auteur invite à une réflexion engagée et urgente sur les manières de gagner la paix.

Le rapport web

Les acteurs français dans le post-conflit

Babaud, C. ; Favresse, R. ; Reboul, C. - 2005, 142 p.

Ce rapport concerne quatre grandes crises internationales dont il met en lumière quelques caractéristiques propres et la spécificité de l'intervention des acteurs français dans chacune d'elles. Les dynamiques de stabilisation différentes que ces crises font apparaître posent toutes la question de leur résolution par la nature des interventions de la communauté internationale. Trois axes spécifiques au « post-conflit », le champ de l'humanitaire, les dispositifs institutionnels de gestion des crises et la politique d'influence, structurent cette analyse transversale dont l'objec-

L'AGENDA

- 12-14 juin 2006 - Première réunion de la Cour africaine sur les droits de l'homme et des peuples, Union africaine, Addis-Abéba, Ethiopie
- 14-15 juin 2006 - Conférence des ministres de l'Information et de la Communication, Union Africaine, Addis-Abéba (Ethiopie)
- 14-16 juin 2006 - Salon euro-méditerranéen de l'habillement, TEXMED, Tunis, Tunisie
- 27 juin 2006 - Algérie, l'environnement réglementaire, juridique et fiscal des affaires, Ubifrance, Marseille, France
- 22-23 juin 2006 - Forum des femmes, Union africaine, Banjul, Gambie

tif est de préciser les dynamiques, la nature des interventions de la communauté internationale qui définissent les spécificités actuelles du post-conflit et les réponses formulées par les différents acteurs français dans leur intervention. Il est également constitué de trois études portant sur les crises du Kosovo, du Timor et de l'Afghanistan.

L'article

Les enjeux économiques de l'après-tsunami

Marius-Gnamou, K., *Problèmes économiques*, 2006, 36-48 p.

Quelques heures après le tsunami du 26 décembre 2004, la Commission économique et sociale de l'ONU publiait un rapport qui indiquait que 85 % des personnes tuées dans le monde par des catastrophes naturelles au XX^{ème} siècle vivaient dans la zone Asie-Pacifique. Le récent raz-de-marée qui a ravagé la région a été l'un des plus violents. Si les conséquences économiques sont considérables compte tenu de l'ampleur des destructions, l'impact financier est, lui, relativement faible si on le compare à celui de « Katrina » (l'ouragan qui a dévasté la Nouvelle Orléans en 2005) en raison de l'absence de couverture de risques. A l'heure de la réhabilitation des zones côtières, le manque de coordination entre les ONG d'un côté et les institutions et les communautés locales de l'autre est évident. Par ailleurs, la nécessité de donner un cadre juridique stable à la propriété foncière se fait pressante (*Problèmes économiques*).

Organisations

Partenariats Public-Privé

L'ouvrage

Partenariat public privé et gouvernance future

Sedjari, A., 2005, 525 p. - **Cote H6.073**

L'action publique est affectée dans ses fondements et ses référentiels traditionnels : sans doute, le désengagement de l'Etat de la sphère des activités productives apparaît-il comme un phénomène général, mais ce mouvement s'explique bien davantage par les contraintes de la globalisation que par le seul souci d'efficacité publique. On redécouvre, à des degrés divers, les mérites de la gestion privée et les opportunités offertes par la pratique des PPP qui ne cesse de s'étendre et de s'affirmer dans de nombreux domaines et activités. Ce livre pose des questions multiples relatives aux avantages et aux risques qu'implique la participation des gouvernants à ces partenariats et présente toute une série d'expériences de partenariats réussis marquant un tournant capital dans les rapports entre le public et le privé. Il en résulte un ensemble particulièrement riche de réflexions sur les mutations de l'Etat et l'émergence d'une gouvernance marquée par la multiplication des partenariats de l'action publique.

Le rapport web

Partenariats public-privé et actions locales

Baumstark, L. ; Hugué, A. ; Marcadier, C. ; Maubert, C., 2005, 85 p.

Dans le cadre de ses missions transversales, le groupe de projet Racines s'est saisi du sujet des partenariats public-privé (PPP) avec deux visées principales : apporter des éléments objectifs de compréhension et d'appréciation de ces instruments et mettre en perspective les enjeux révélés dont celui de renforcer les responsables locaux dans leur capacité à réaliser des projets et ainsi conforter le processus de décentralisation. Quel usage les acteurs pourraient-ils faire des contrats de partenariat, nouveau mécanisme institué par l'ordonnance n° 2004-559 du 17 juin 2004 ? Pour répondre à cette question, le groupe rappelle

le contexte dans lequel s'inscrivent les contrats de partenariat, éclaire les innovations introduites par l'ordonnance, présente les caractéristiques essentielles de cette nouvelle forme de contrat de partenariat (globalité de leur objet, évaluation préalable, partage des risques et association entre préfinancement privé et paiement public différé).

L'article

Les partenariats public-privé dans les pays en développement : les enjeux contractuels

Article disponible en pdf sur la base SCHERZO, fiche n° 00019324, Marty, A. ; Voisin, A., 2005, 23 p.

Les partenariats public-privé des pays en développement se caractérisent par une variété et une expansion considérables, même si certains pays, comme l'Argentine au printemps 2005, remettent en cause le rôle des grands groupes internationaux fournisseurs de services publics. Cet article présente les principaux déterminants et caractéristiques d'un tel développement. Il s'attache, dans une première partie, à la mesure du phénomène et à la mise en évidence de ses motivations, tant internes qu'externes. La seconde partie poursuit ce constat en pointant les ruptures et les inégalités dans le développement de tels contrats, avant d'évaluer l'ampleur des phénomènes de renégociation voire d'annulation qui frappent certains d'entre eux. Enfin, la troisième partie analyse les difficultés de mise en œuvre de tels contrats dans les pays en développement, en distinguant celles qui peuvent être reliées aux imperfections des cadres réglementaires nationaux et celles qui peuvent être rattachées à la mise en œuvre de comportements de nature opportuniste par les firmes.

Organisations

CNUCED

L'ouvrage

Trade and development report, 2005

CNUCED, 2006, 204 p.

La CnuCED (Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement) a publié début septembre son Rapport 2005 sur le commerce et le développement. Elle apporte son éclairage sur les bouleversements observés dans les équilibres économiques mondiaux depuis 2002. Les chiffres sont éloquentes : l'économie mondiale a progressé de presque 4 % en 2004 ; les pays en développement dans leur ensemble atteindront une croissance comprise entre 5 et 5,5 % en 2005, et l'Afrique affiche un taux de croissance de 4,5 % en 2004 et devrait approcher les 5 % en 2005. Pour la CnuCED, ceci est consécutif à l'émergence d'une forte demande en provenance des pays d'Asie de l'Est et du Sud, en particulier de la Chine et de l'Inde.

Le rapport web

Le développement économique en Afrique : repenser le rôle de l'investissement étranger direct

CNUCED, 2005, 129 p.

Depuis quelques années, les moyens d'attirer l'investissement étranger direct (IED) occupent une place de premier plan dans les stratégies de développement économique en tant que moyen essentiel de financer le développement dans les pays africains sans aggraver leur endettement. Il a en outre été escompté qu'en créant des emplois, en favorisant le transfert de nouvelles technologies et en créant des liens avec le reste de l'économie, l'IED permettrait de s'attaquer directement au problème de la pauvreté dans le continent. Aussi les réformes d'orientation visant à améliorer le climat de l'investissement dans les pays africains ont-elles de plus en plus été axées sur les moyens d'attirer l'IED, mais sans que soient obtenus les résultats escomptés.

L'AGENDA

- 31 mai-16 juin 2006 - Conférence Internationale du Travail-OIT, Genève, Suisse
- 9-30 juin 2006 - HRP 19th policy and coordination Committee (PCC), Genève, Suisse
- 12 juin 2006 - Journée mondiale contre le travail des enfants, BIT
- 19-20 juin 2006 - Mission d'entreprises à la BAD, Ubifrance, Tunis, Tunisie
- 12-23 juin 2006 - Conseil exécutif session annuelle, PNUD-Genève, Suisse

L'article

Le commerce international n'a pas été un instrument de développement économique des pays pauvres

Article disponible en pdf sur la base SCHERZO, fiche n° 000193336, ALTER-PRESSE - HAÏTI, 2004, 3 p.

La 11ème Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement (CNUCED) a pris fin le 18 juin à Sao Paulo, au Brésil. C'est une session dont on se souviendra, pour avoir traduit en termes pratiques la « nouvelle géographie commerciale », a estimé le ministre des Affaires étrangères brésilien, Celso Amorim. Cette session a mis en exergue le poids du Brésil, de la Chine et de l'Inde, nouveaux pays industrialisés qui pourraient même être invités à rejoindre le groupe des 8 pays les plus riches du monde. La CNUCED (192 Etats membres) est la principale institution du système des Nations Unies pour le traitement intégré des questions relatives au commerce, au financement, à l'investissement et à la technologie.

Débats sur l'aide

L'ouvrage

Le développement est-il un droit ?

Zacharie, A., 2006, 112 p. - Cote R3.142

Né il y a un peu plus d'un demi-siècle, le concept de développement a pris l'allure du mythe de Sisyphe pour les pays dits en développement. Les Nations unies ont eu beau adopter toute une série de déclarations et de résolutions affirmant le droit au développement, la fracture Nord-Sud et l'extrême pauvreté n'ont cessé de s'enraciner dans les pays du tiers monde. L'avènement d'un nouveau millénaire n'a pas manqué de susciter de nouvelles initiatives : après que le FMI et la Banque mondiale aient lancé le nouveau concept de lutte contre la pauvreté à la fin des années 1990, l'Assemblée générale des Nations unies a adopté en septembre 2000 une Déclaration du Millénaire dans laquelle ils se sont engagés à réduire de moitié la pauvreté dans le monde entre 1990 et 2015. Cet ouvrage se veut une analyse critique et pédagogique du concept de développement et des relations internationales qu'il sous-tend. Après une mise en perspective historique et une étude des enjeux actuels, il analyse le contenu des nouveaux concepts du développement, leurs vices et leurs vertus, et tente de dégager les pistes pour que le droit au développement ne soit pas seulement reconnu, mais également appliqué.

Le rapport web

Challenges in Evaluating Development Effectiveness

White, H., 2005, 26 p.

La qualité de l'évaluation est fonction de la qualité des méthodes et des données. Cet article affirme que les aspects de méthodologie n'ont pas été assez débattus. En mettant davantage l'accent sur les résultats, l'évaluation a besoin d'émettre des informations crédibles et le rôle des interventions en faveur du développement, en contribuant à l'amélioration des conditions de vie des pauvres, doit

L'AGENDA

- 7-8 juin 2006 - Comité Exécutif Organisation Internationale des Migration (OIM), Genève, Suisse
- 12 juin 2006 - General Council: Aid for Trade-OMC, Genève, Suisse
- 15 juin 2006 - La Chine et les transferts de technologie, IRMI/LES France, CCIP, Paris, France

s'appuyer sur une méthodologie saine. Ce papier explore trois sphères dans lesquelles l'évaluation peut être améliorée, soit la cotation, la mesure d'impact et l'analyse des besoins.

L'article

Clubs de convergence et équilibres multiples : comment les économies émergentes ont-elles réussi à échapper au piège du sous-développement ?

Berthelemy, J.C., *Revue d'économie du développement*, n° 1, mars 2006, pp. 5-44

Cet article examine la pertinence pour les politiques de développement de l'hypothèse de piège de sous-développement, qui postule que les pays pauvres sont enfermés dans un équilibre bas et qu'une "grande impulsion" associée à un afflux massif d'aide extérieure serait nécessaire pour les sortir de la pauvreté. Il montre que les transferts, s'ils ne sont pas accompagnés de transformations structurelles, ne peuvent pas suffire à provoquer un décollage réussi. L'article présente ensuite un test pour identifier les pays qui pourraient avoir sauté en dehors du piège du sous-développement. L'étude montre que les politiques éducatives ont joué un rôle essentiel dans leur décollage économique tandis que l'aide étrangère n'a pas joué un rôle significatif.

A ne pas manquer

L'ouvrage

La présidence des Etats-Unis

Vallet, E., 2005, 370 p. - Cote PU5.003

Ce livre propose une analyse originale de la présidence des Etats-Unis en rassemblant les dimensions historiques, juridiques et politiques pour expliquer le processus électoral américain, les pouvoirs du Président, mais aussi le rôle de ses conseillers, le poids des médias et la symbolique de la fonction présidentielle. Si la présidence est indéniablement au cœur du système politique américain, il ne faut pas surestimer la rationalité des décisions et des décideurs, souligne Mme Vallet. C'est notamment cette part d'irrationalité que les auteurs ont voulu examiner afin de décrypter les décisions présidentielles et de saisir l'étendue du pouvoir d'un seul homme.

Le rapport web

Vers un nouveau partenariat entre la France et l'Asie centrale : Kazakhstan, Kirghizistan, Ouzbékistan, Tadjikistan, Turkménistan

De Montesquiou, A., 2005, 139 p.

Ce rapport souligne l'intérêt économique et stratégique que représente l'Asie centrale pour la France, qui n'y occupe actuellement qu'une place marginale en termes d'investissements. Pour renforcer le partenariat entre la France et l'Asie centrale, l'auteur préconise le développement de quatre axes : présentation d'une alternative à la dépendance vis-à-vis des puissances régionales, afin de désenclaver la région, notamment pour le transport des hydrocarbures et des marchandises ; préparation de la sortie de l'économie extractive en proposant le savoir-faire français pour diversifier le tissu industriel ; contribution au développement durable de la région en assurant une meilleure protection de l'environnement et la gestion de l'eau ; participation à la sécurité intérieure et extérieure des cinq pays concernés (Kazakhstan, Kirghizistan,

Ouzbékistan, Tadjikistan, Turkménistan) en soutenant le projet de surveillance des frontières, de lutte contre le terrorisme et de maintien de la sécurité civile et militaire.

L'article

Livre vert sur les partenariats public-privé et le droit communautaire des marchés publics et concessions

Article disponible en pdf sur la base SCHERZO, fiche n° 00019323, 2004, 23 p.

Le Livre vert analyse le phénomène des PPP au regard du droit communautaire des marchés publics et des concessions. Son objectif est d'examiner dans quelle mesure et de quelle façon le droit communautaire des marchés publics et des concessions s'applique aux différentes formes des PPP dans les Etats membres et de déterminer s'il est nécessaire de clarifier, de compléter ou d'améliorer la législation communautaire existante. A cette fin, le Livre vert présente la façon dont les règles et principes découlant du droit communautaire des marchés publics et des concessions s'appliquent lors de la sélection du partenaire privé, puis lors de la vie du contrat, dans le contexte de différents montages de PPP. Il pose également une série de questions visant à obtenir plus d'informations sur le fonctionnement, dans la pratique, de ces règles et principes, afin de déterminer si ceux-ci sont suffisamment clairs et du appropriés aux enjeux et caractéristiques des PPPs.

Au sommaire du prochain numéro

- DEFIS MONDIAUX : Climat, NTIC
- GEOGRAPHIES : Turquie, Afrique centrale
- ORGANISATIONS : Coopération décentralisée, Gouvernance

Cette revue mensuelle des publications sur le développement a pour ambition de donner chaque mois, de façon synthétique, un écho particulier aux contenus scientifiques et techniques des principales revues et publications mondiales traitant les différentes dimensions du développement. Cette revue s'attache notamment à la restitution des contenus publiés par les éditeurs et revues suivantes et n'engage donc pas la responsabilité de l'AFD :

A propos • Africa confidential • African business magazine • African review of money finance and banking • Afrique agriculture • Afrique éducation • Aghrymet • Bulletin Alter-agri • Alternatives économiques • Alternatives internationales • Arabies • Archimède et Léonard • Les carnets de l'Aitec • Ashgate • Assexport • Autrepart • Aventure au XXème siècle • Banque magazine • Bois et forêts des tropiques • Bulletin de l'Union européenne • Bulletin d'informations économiques et commerciales Nigéria • Bulletin du club du Sahel • Bulletin du Conseil général du Gref • Bulletin du Fmi • Bulletin du Parlement européen • Bulletin économie solidaire Ires • Bulletin Medcoop • Bulletin mensuel de la Commission des opérations de bourse • Bulletin Objectif Terre • Bulletin officiel de la Banque de France • Bulletin trimestriel de l'Institut d'émission d'Outre-mer (leom) • Bulletin trimestriel de l'Institut d'émission des Dom (ledom) • Bulletin tropical Cahiers/agriculture • Les Cahiers de l'Ifri • Les Cahiers de l'Outre-mer • Les Cahiers d'études et de recherches francophones • Cambridge Journal of Economies • Choix • La chronique Amnesty International • Commerce international du bois • Le Courrier de la planète • Le Courrier des Pays de l'est • Le Courrier du maire • Critique internationale • Déchets, sciences et technique • Diagoflash • Dialogue • Eau potable • Ecoliers du monde • Economia • Economica • Economie et humanisme • Economie et prévision • Economie et sociétés • Economie et statistique • Economie internationale • L'Economie politique • Economie rurale • Energie plus environnement et techniques • L'Environnement magazine, décision environnement • Revue études • Les études de la Dgcid • Etudes foncières • L'Expansion Management Review • Eyrolles • Faim et développement magazine • Far Eastern Economic Review • Finances et développement • Bulletin d'information forêt méditerranéenne • Forum du commerce international • Fraternelle • Fruitrop • Gafi - bulletin d'informations • Géopolitique • Gérer et comprendre - annales des mines • Grain de sel • Gret • L'Harmattan • Health Policy and Planning • Hérodote • Hommes & migrations • Hydro plus magazine • Industry and Environment • Infosuma • Insee première • International Rubber Digest • IRD • Journal des Communautés européennes • Journal of African Economies • Journal of Microfinance • Khartala • Lettre Africa Energy Intelligence • Lettre d'information de l'Adea • Lettre d'information de l'Eadi • Lettre de conjoncture Bnp Paribas • Lettre de la profession bancaire • Lettre de l'Atibt • Lettre de l'Isted • Lettre de l'Océan indien • Lettre de Profession politique • Lettre de transparence • Lettre du blanchiment • Lettre du Cean • Lettre du Cepii • Lettre du Sahel • Lettre Gereso • Lettre mensuelle d'Equilibre et populations • Lettre mensuelle leom • Lettre mensuelle ledom • Liaisons énergies francophonie • Litec • Maghreb sélection • Marchés des céréales • Marchés du riz • Le Marin • Middle East Economic Digest • Mining journal • Le Moci • Le Moniteur des travaux publics et du bâtiment • Nord-Sud Export • Les Notes bleues de Bercy • Note de conjoncture de l'Insee • Notes et études documentaires • Notes rapides de l'aurif • Les Nouvelles calédoniennes • Les Nouvelles d'Addis • Nouvelles de l'Uit • Nouvelles du sud • Nouvelles économiques et financières de Tunisie • Les Nouvelles de l'Office international de l'eau • L'Observateur de l'Ocde • Observations et diagnostics économiques • Ocde • Oil World • Option finance • Péninsule • Perspectives de l'alimentation Fao • Perspectives économiques de l'Ocde • Pétrole & gaz informations • Peuples en marche • Politique africaine • Politique étrangère • Problèmes économiques • Repères émergents • Revue Cambodge actualités • Revue d'économie du développement • Revue d'économie financière • Revue d'économie industrielle • Revue d'économie politique • Revue de la stabilité financière • Revue des concessions et délégations de service public • Revue des transports urbains • Revue des questions humanitaires • Revue du Trésor • Revue économique et sociale • Revue humanitaire • Revue Tiers monde • Rice Situation and Outlook Report • Santé et travail • Savings and Development Sciences • Journal sécheresse • Small Enterprise Development Journal • Sociétal • Sugar and sweetener • Syfia international • Systèmes solaires • Techniques financières et développement • Techniques culturelles simplifiées • Transports urbains • Transport international Urbanisme • Vietnam Investment Review • Villes en développement • Vivre autrement • World Bank Economic Review • World Bank Research Observer • World Development • World Economic and Financial Surveys • World Economic Outlook.

Responsable de la rédaction Véronique SAUVAT

Coordination Hadj LAKHAL, Véronique SAUVAT

Réalisation Alfred HUC, Hadj LAKHAL, Daniel LAMORLETTE, Annie LOPEZ-PORTZERT, Chantal SARALLIER, Sylvie SCIANCALEPORE

Graphisme : Solange Münzer • **Saisie/mise en page** : Francine GILBERT

Pour contacter RCH/AGC : 01 53 44 36 43